



**AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE**  
SERVICE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

Berlin, 10/05/2012

Rédacteur : Claire Cécillon, Chargée de mission Médecine, Santé, Pharmacologie, Bioéthique

**Rapport de la société Ernst & Young  
sur le secteur des biotechnologies en Allemagne**

Selon le treizième rapport sur les biotechnologies de la société d'évaluation et de conseil Ernst & Young<sup>1</sup>, basé sur les observations de l'année 2011, le secteur des biotechnologies poursuivrait sa croissance de façon stable en Allemagne. En 2011, les entreprises de biotechnologie possédant leur siège social en Allemagne ont ainsi pu accroître leur chiffre d'affaires de 10% pour atteindre 1,09 milliard d'euros. Le nombre d'employés du secteur a également augmenté de 4% pour aboutir à 10.000, alors que le nombre d'entreprises, 397, était légèrement inférieur à celui de l'année précédente (403). Une tendance stable à la hausse est donc observée, malgré des valeurs de financement nettement détériorées : l'afflux de capitaux a diminué de 71%, passant de 441 à 130 millions d'euros.

En comparaison avec l'année 2010, les dépenses de R&D ont augmenté de 4%, atteignant 783 millions d'euros. Siegfried Bialojan, Directeur du centre des industries des sciences de la vie chez Ernst & Young et auteur de l'étude, juge particulièrement positif que les pertes aient pu être réduites de 5%, se limitant à 437 millions d'euros, pendant que les investissements en R&D étaient parallèlement en hausse. Selon Siegfried Bialojan, "le secteur des biotechnologies reprend de la vitesse en tant que moteur d'innovation, et ces innovations sont de plus en plus financées par le cash flow opérationnel".

Trois conclusions s'imposent dans le rapport : le modèle classique de financement a échoué ; un développement stable est observé malgré le manque de capital-risque ; enfin il existe une faible progression en termes de développement de produits.

D'après l'étude, l'afflux de capitaux dans le secteur a fortement diminué entre 2010 et 2011 (-71%). Quant aux capitaux-risqueurs, ils ont investi trois fois moins que l'année précédente. Siegfried Bialojan considère cependant que ces données démontrent simplement l'échec croissant du modèle classique de l'utilisation du capital-risque, et ne prennent pas en compte la multitude de financements alternatifs souvent non publiés. Les sociétés cotées en bourses ne sont parvenues à lever que de faibles sommes comparé aux années précédentes et, pour la cinquième année consécutive, aucune entreprise de biotechnologie allemande n'a été introduite en bourse.

Au niveau européen, la diminution d'afflux de capitaux est bien inférieure à celle de l'Allemagne (-28% entre 2010 et 2011) et le financement par les capitaux-risqueurs est en moyenne resté stable (-8%) même s'il a fortement fluctué à l'intérieur des pays pris séparément. Les entrées en bourses et les financements secondaires ont en revanche pâti d'un important recul (-40%). Aux Etats-Unis, où le secteur est bien plus mature, un développement inverse a pu être observé avec une augmentation de l'afflux de capitaux. Cette évolution est principalement due à de meilleurs financements des sociétés cotées en bourses du fait de l'augmentation réussie de leur capitalisation et, en particulier, grâce à une augmentation des capitaux en provenance de l'étranger.

<sup>1</sup> Le rapport complet à télécharger (en allemand) :  
[https://webforms.ey.com/Content/vwWFPreview/DE/de/Download\\_BiotechReport\\_2012?OpenDocument](https://webforms.ey.com/Content/vwWFPreview/DE/de/Download_BiotechReport_2012?OpenDocument)

Malgré ces problèmes majeurs de financement, les entreprises allemandes parviennent à présenter de bons résultats du point de vue opérationnel. "Les indicateurs relatifs à la gestion montre un développement solide et stable du secteur", explique Siegfried Bialojan. Les entreprises auraient en effet déjà réagi face à l'échec, qui se prépare depuis quelques années, du système de financement basé sur le capital-risque. "De nombreuses entreprises ont modifié leur modèle commercial pour diminuer leur dépendance au capital-risque beaucoup trop fluctuant. Dans de nombreux cas, elles s'éloignent du développement de nouveaux principes actifs, lourds en termes de recherche et en coûts, pour se concentrer sur les plateformes technologiques innovantes, le développement dans le domaine du diagnostic et les services." Siegfried Bialojan ajoute que l'augmentation de l'efficacité des capitaux, de par une analyse systématique de la structure des coûts et des stratégies d'investissement, aurait également contribué à un besoin en capitaux inférieur.

Du côté des investisseurs, le recul du modèle classique du capital-risque sera en partie amorti par les nouveaux groupes d'investissement qui ne publient pas leurs activités, ou alors seulement de manière sporadique. Cette forte réduction de la transparence dans les activités de financement pourrait cacher une part non négligeable des volumes de financement "manquants". Ces investisseurs alternatifs comprennent par exemple les family offices, les investisseurs privés et les fonds correspondants, ainsi que les financeurs publics (Union européenne, Gouvernement fédéral et des Länder) et les fondations. Siegfried Bialojan considère que les investisseurs privés, et principalement les family offices, prennent une importance de plus en plus considérable dans le secteur des biotechnologies et pourront vraisemblablement, dans le futur, permettre quelques succès de par leurs forts apports en capitaux. "Cependant, nous ne pouvons pas ignorer que le modèle désormais non fonctionnel du capital-risque, l'absence prolongée d'introduction en bourse et le faible intérêt des marchés financiers pour le secteur des biotechnologies conduiront à long terme à ce que la branche s'éloigne du modèle lucratif de création de valeur associé au développement de médicaments." L'Etat est donc encouragé à instaurer des conditions permettant de meilleurs retours sur investissement dans ce secteur à risque au lieu de pénaliser les bailleurs de fonds avec toujours plus de restrictions.

En Allemagne, le nombre de substances actives en développement dans le secteur des biotechnologies a faiblement diminué, passant de 304 à 301. 142 d'entre elles se trouvent actuellement à l'étape, importante du point de vue de la création de valeur, des essais cliniques. Il s'agit d'une légère diminution par rapport à l'année précédente (143). Au niveau européen, l'Allemagne conserve ainsi le deuxième pipeline de médicaments en cours de développement, derrière la Grande-Bretagne (218). En décembre 2011, pour la première fois depuis 2009, une entreprise de biotechnologie allemande a obtenu une autorisation de mise sur le marché : la Commission européenne a validé le médicament Ameluz de la société Biofrontera AG contre le cancer de la peau.

Globalement, le domaine du développement de médicaments est bien plus dynamique qu'à première vue : les nombreuses substances entrées dans les phases cliniques ou les ayant dépassées avec succès (24) témoignent de la force d'innovation de ces entreprises. 27 projets ont cependant été abandonnés pour cause de défaut d'effets bénéfiques ou à cause du rachat de l'entreprise correspondante.